



Reconnue d'intérêt général
Association Nationale
des Anciens Combattants
et Amis de la Résistance

COMITÉ DÉPARTEMENTAL DU LOT ET GARONNE

Château Ferrié 47 140 Penne d'Agenais

MESSAGE POUR LA JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

L'année 2020 est celle du 75^{ème} anniversaire de la victoire sur le Reich nazi, concrétisée par sa capitulation sans conditions signée le 7 mai 1945 à Reims et le 8 mai à Berlin.

Cette victoire fut celle des armées alliées, américaine, britannique et soviétique, qui fournirent l'essentiel de l'effort militaire victorieux, mais aussi celle de nombreux pays, sans oublier les forces françaises libres ; ces «F.F.L.» qui, ayant répondu à l'Appel lancé le 18 juin 1940 par le général de Gaulle, auront participé, entre 1940 et 1945, aux combats dans l'Est africain en Erythrée, dans le désert libyen à Bir-Hakeim ou Koufra, en Tunisie, en Italie à Monte-Cassino, sur le front de l'Est avec l'escadrille Normandie-Niemen et qui formeront, avec l'Armée d'Afrique et les combattants issus de la Résistance, l'Armée française de la Libération luttant aux côtés des Alliés.

Cette victoire fut aussi celle des peuples qui, au prix de sacrifices immenses découlant de la barbarie de la répression nazie, à laquelle s'associèrent les régimes fascistes alliés du Reich hitlérien dont celui de «l'Etat français» pétainiste, n'auront cessé, plus de cinq ans durant, de mener la lutte de Résistance nationale à l'occupant et pour la liberté ; y compris les armes à la main.

Dans notre pays, dès 1940, dès les premières semaines, dès les premiers mois de l'Occupation, se manifestèrent des gestes de Résistance, commencèrent à s'organiser ou à se réorganiser des structures de Résistance, à être publiés et diffusés de premiers journaux clandestins de Résistance. Malgré la répression menée par l'occupant nazi et le régime pétainiste à sa solde contre les patriotes, emprisonnés, torturés, fusillés au Mont-Valérien, à Châteaubriant, à Souge et dans tant d'autres lieux, déportés dans les camps de la mort, cette Résistance se renforça au fil des mois, donnant naissance à une multitude de groupes d'action et de propagande, de réseaux d'évasion et de renseignement, de mouvements... Leur coordination ainsi que le renforcement de leurs liens avec la France libre vont devenir une nécessité grandissante, c'est la tâche à laquelle se consacrera Jean Moulin.

Ce qui se concrétisera le 27 mai 1943 à Paris, 48 rue du Four, avec la formation, sous la Présidence de Jean Moulin, du Conseil National de la Résistance, le C.N.R., rassemblant 8 principaux mouvements de Résistance - 5 de la zone Nord (Front National pour la Libération et l'Indépendance de la France, Organisation Civile et Militaire, Libération-Nord, Ceux de la Libération, Ceux de la Résistance), occupée par la Wehrmacht nazie depuis l'Armistice de juin 1940, et 3 de la zone Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération-Sud), envahie par les Allemands le 11 novembre 1942 - ainsi que 6 partis clandestins (communiste, socialiste, radical, démocrates-chrétiens, Fédération républicaine et Alliance démocratique) et les deux centrales syndicales, la CGT et la CFTC.

Cette création du CNR, représentant la Résistance, laquelle va se placer sous l'autorité du Comité National Français présidé par le Général de Gaulle, renforça la légitimité du Chef de la France libre auprès des Alliés. «*J'en fus à l'instant plus fort*» dira-t-il, car il représentait ainsi la France Combattante tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Elle va aussi permettre, en unifiant toutes les forces de la Résistance, la mise en place dès la fin 1943 des Comités locaux et départementaux de la Libération, la création début 1944 des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) qui vont avoir un rôle important dans la Libération de la France.

Et la création du CNR va permettre l'élaboration et l'adoption d'un Programme qui sera publié le 15 mars 1944 dans la clandestinité sous le titre «*Les jours heureux*».

Sa première partie est un appel à la mobilisation de toutes les forces de la Résistance, du peuple français pour, par le développement de la lutte sous toutes les formes, préparer et hâter cette libération tant espérée. Le 18 avril 1942, le général de Gaulle avait déclaré à la radio de Londres : *« l'insurrection nationale ne peut être séparée de la libération nationale »*. Cette insurrection nationale, qui commencera début juin 1944, la Résistance va la préparer pendant de nombreux mois, avec la création et le renforcement de l'été 1943 au printemps 1944 de nombreux maquis que rejoindront nombre de jeunes refusant le Service du Travail Obligatoire, parallèlement au développement de groupes urbains de combat. Ils seront les uns et les autres au rendez-vous de la Libération.

Ainsi, la Résistance apportera aux débarquements libérateurs des 6 juin 1944 en Normandie et 15 août suivant en Provence un appui dont le général Eisenhower soulignera l'importance en l'évaluant à l'action de 15 divisions, en entravant par la destruction de voies et moyens de communication l'acheminement de renforts allemands harcelés par les maquis mobilisés. Après avoir joué un rôle décisif en septembre-octobre 1943 dans la libération de la Corse, elle libéra par elle-même au printemps et à l'été 1944 des régions entières, notamment tout le Sud-ouest, en Auvergne, dans les Alpes, elle assiègera des mois durant les forces allemandes fortifiées dans les Poches de l'Atlantique. Près de 150 000 F.F.I rejoindront l'Armée française de la Libération qui, après avoir libéré Strasbourg, participera aux côtés des autres forces alliées sur le sol allemand à la victoire finale sur le nazisme le 8 mai 1945.

La seconde partie du Programme du CNR est consacrée aux mesures à prendre dès cette Libération pour restaurer les institutions républicaines du pays, pour le rénover par une profonde démocratisation politique, économique et sociale, elle trace les contours des *« Jours heureux »* dans une France que les Résistant(e)s veulent solidaire.

Le Gouvernement provisoire de la République française présidé par le Général de Gaulle, va mettre en œuvre le Programme du Conseil National de la Résistance : sur le plan économique, avec le souci, dont on peut apprécier en ces jours difficiles la pertinence, de faire en sorte, ainsi que l'avait déjà exprimé le Général de Gaulle dans un discours à la radio de Londres le 20 avril 1943, *« qu'aucun monopole et aucune coalition ne puisse peser sur l'Etat ni régir le sort des individus [et que] les principales sources de la richesse commune soient administrées ou tout au moins contrôlées par la Nation... »*, les Charbonnages du Nord-Pas-de-Calais seront nationalisés dès le 14 décembre 1944, les Usines Renault le seront le 16 janvier 1945, le crédit et la production d'électricité le seront le 24 mai, Air France le 16 juin, la Banque de France le 2 décembre.

La démocratie politique et sociale sera approfondie : le 22 février 1945 seront créés les comités d'entreprise, le 29 avril, les femmes voteront pour la première fois, à l'occasion des élections municipales, en octobre la Sécurité sociale sera étendue à tous les salariés, on peut mesurer en ces temps de pandémie à quel point, inspirée de l'esprit de solidarité des Résistant(e)s, elle a été un acquis précieux qu'il convient de défendre et conforter. Toutes mesures qui, en dépit de remises en causes ultérieures, ont fondé, en privilégiant, ce qui doit être une exigence pérenne, l'intérêt général sur les intérêts particuliers, les principes et les bases du pacte social et républicain perdurant pour une large part jusqu'à nos jours, et qu'il faut préserver.

Promulguée le 19 juillet 2013, la Loi instaurant la *« Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai »*, rappelant que le 27 mai était le jour anniversaire de la création du CNR, lui assignait comme mission d'*« assurer la transmission des valeurs de la Résistance et de celles portées par le programme du Conseil National de la Résistance »*. Valeurs humanistes et démocratiques plus que jamais nécessaires dans un monde qui connaît toujours les guerres, les dictatures négationnistes des droits de l'homme et des peuples, la xénophobie et le racisme, l'insigne pauvreté allant jusqu'à la famine, et où resurgit le spectre du fascisme.

La Présidence Nationale de l'ANACR

Paris